



## *Département de la LOIRE*

# **SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS**

A partir de ce document et des échanges de la journée du 28 avril (Ateliers + Table Ronde) , une contribution départementale sera établie selon ce qui est proposé par la démarche nationale en vue du rendez-vous prévu fin mai à Paris.

Notre objectif reste de bien permettre de mettre en évidence les paroles :

- Des migrants
- Des bénévoles
- Des professionnels

### **Volet 1 : Etat des lieux**

#### **→ 1. APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS**

- Difficulté d'apprentissage de la langue française : manque de cours,
- Problème de l'écrit qui empêche les démarches administratives,
- Traduction par des professionnels avec des coûts,
- Autonomie,

#### **→ 2. SCOLARISATION**

- Les familles considèrent que la scolarité des enfants est positive et que l'accueil par les enseignants est bon,
- Difficultés pour la scolarité des enfants à la rue et scolarité inadaptée (roms),
- Manque d'aide aux devoirs.

#### **→ 3. PREFECTURE**

- L'obtention d'un titre de séjour : est-ce une loterie ?
- Comment fonctionne la Préfecture : ses services.... Le parcours du débouté de l'asile....
- Problème du récépissé « visiteur » qui ne correspond pas au titre de séjour sollicité.
- Critères de la circulaire Valls pas respectés
- Problèmes d'attente et d'accueil en préfecture,
- Pas de possibilité d'échange au guichet,
- Des heures d'attente pour rien...., ou dossier perdu.

- Manque de compétences de divers services de l'administration par rapport aux textes de lois, décrets, etc.
- Dématérialisation des demandes de TS,
- Mariage non pris en compte pour la régularisation et non reconnaissance des pratiques coutumières,
- Qualité de l'accueil très fluctuante

#### → 4. DELIT DE SOLIDARITE ET SOLIDARITE CITOYENNE

- Solidarité citoyenne par parrainages = accès à l'hébergement pour les déboutés du droit d'asile,
- Solidarité = accueil et accompagnement.
- Organisation de divers événements (ludique et politique) autour du thème des migrations.
- Partenariat avec des associations caritatives pour l'alimentaire, le vestimentaire et les cours de français,
- Cadeaux pour Noël,
- Bonne implication du secteur associatif (sportif, activités para-scolaires)

#### → 5. TESTS OSSEUX

- Problèmes de ceux-ci pour déterminer l'âge des élèves,
- Le mensonge « supposé » sur l'âge peut provoquer la fin des études,
- Cet état de fait provoque de l'absentéisme,

#### → 6. DROIT AU TRAVAIL

- La préfecture demande aux demandeurs de titre de séjour une promesse d'embauche alors que ces personnes n'ont pas le droit de travailler,
- Comment retrouver le droit au travail après 10 ans d'inactivité obligée ?
- Niveau d'étude dans le pays d'origine non reconnu en France.
- Il n'est pas dit dès l'arrivée au demandeur d'asile que le travail est possible,
- Accès aux chèques emploi-service ?
- Pas de droit au travail, donc pas de ressources

#### → 7. REGARDS NEGATIFS SUR LES ROMS ET MIGRANTS (ou Indignité du statut de débouté ou Rom)

- Rejet des migrants par nombre de nos concitoyens, par ignorance, désinformation, individualisme, discours populiste.
- Manque de reconnaissance, invisibilité.
- Problèmes de suspicion – toujours faire profil bas,
- Dans les petites villes : moins de contrôles, moins de pression,
- Pourquoi laisser ces gens, ces familles dans de longues années d'attente, cela crée de l'assistanat.
- Discrimination pour l'accès au travail
- Peur permanente du contrôle de police pour les déboutés

- hiérarchie des statuts de réfugiés à migrant économique
- Suspicion de mensonge sur leur âge pour les mineurs non accompagnés allant parfois jusqu'à l'incarcération

## → 8. SUR LE PLAN JURIDIQUE

- Manque de connaissances, d'informations du droit français sur le statut du réfugié, du demandeur d'asile, du débouté du droit d'asile pour l'obtention de papiers de régularisation.
- Les critères pour être reconnus « réfugiés » sont trop restrictifs.
- Ofpra à Paris uniquement ? Pourquoi pas d'antennes décentralisées ?
- suite à donner après refus CNDA
- refus de regroupement familial
- refus de domiciliation du CCAS
- recours OQTF-IRTF
- refus d'attribution de nationalité
- Non application de la circulaire résorption des bidonvilles

## → 9. POSITION DES COMMUNES ET ELUS

- Les soutiens et subventions sont différents d'une commune à l'autre (très souvent insuffisants)
- Peu d'engagements des collectivités locales.
- Les frais de restauration scolaire sont pris en charge ou pas par les communes
- Les prix varient d'une commune à l'autre,
- L'allocation de solidarité du département est versée ou pas suivant le travail de l'AS,
- Le récépissé « visiteur » exclut des aides alimentaires (sauf restos du cœur), suivant les communes

## → 10. PROBLEMES RELATIFS A LA SANTE

- Problèmes de santé mentale mal pris en compte
- Pas d'interprète dans les entretiens de suivi psychologique
- Accès à la santé : problèmes du dépistage (hépatite, sida, tuberculose, etc...)
- Etrangers malades et possibilités d'accéder aux soins dans le pays d'origine
- Accès aux soins de prévention et/ou d'urgence très divers d'une commune à l'autre
- 4 dates d'expiration différentes CMU au sein de la même famille !

## → 11. HEBERGEMENT

- Instabilité (hôtels, squat, logements exigus, insalubre)
- Problèmes d'hébergement dans les hôtels et « grands » centres d'accueil (pas de cuisine, pas de possibilité de laver le linge, sanitaires insuffisants !).
- Problème moyens de subsistance pour jeunes de moins de 25 ans.
- Peur d'être expulsée des squats
- Eloignement par rapport à la préfecture et donc problèmes de transport pour les démarches

- Pas de véritables hébergements ouverts 24/24 qui éviteraient aux personnes de errer d'un lieu à un autre.
- Appartement partagé

## ➔ 12. ACCES AUX DROITS SOCIAUX ET DEMARCHES ADMINISTRATIVES

- Coût des démarches administratives
- Coupure de l'ADA (plusieurs mois sans revenus) : faits constatés pour ceux sortis de Dublin.
- Méconnaissances des droits et des démarches administratives et juridiques
- Difficultés avec les AS qui rechignent à demander des secours d'urgence pour les déboutés
- Refus d'ouverture d'un compte postal
- Fracture numérique (dématérialisation des titres de séjours)

## ➔ 13. ENJEUX ELECTORAUX ET POLITIQUE MIGRATOIRE

- La politique européenne et française ne prend pas en compte les grands défis de l'avenir, les politiques sont plus soucieux de leur réélection que de poser les vraies questions autour de la politique migratoire.
- Calais : promesse de régularisation après le « vidage », mais promesse non tenue !.
- Les méfaits causés par les pays occidentaux dans les pays d'où viennent les migrants par le passé (colonisation) comme actuellement (vente d'armes, exploitation de leur richesse, relation et solidarité internationale insuffisantes).
- Protection renforcée des frontières inutile et meurtrière.

## **Volet 2 : L'inacceptable**

### **RAPPELONS NOUS :**

- Fréquemment, le 115 n'a « pas de places » quand on l'appelle pour trouver un abri, notamment à la saison froide, quand la « mise à l'abri » est particulièrement nécessaire
- Des Roms qui stationnent nuits et jours place J Jaurès en plein centre ville.
- Des femmes avec enfants qui se « réfugient » aux « urgences » du CHU, par nuit froide ou pluvieuses
- Des familles qui ne savent pas où aller se mettre à l'abri lorsqu'elles sont mises à la porte du gymnase qui leur sert de dortoir, à 8h du matin par grand froid
- Un flux croissant de « mineurs non accompagnés » (les MNA dans le jargon administratif), entassés dans des chambres d'hôtel sans prise en charge sérieuse des Services dont c'est la fonction
- Ainsi les personnes migrantes restent dans une précarité au quotidien : elles ne peuvent pas s'établir, vivre de leur revenus, éduquer leurs enfants dans autre chose que l'assistanat et l'incertitude du lendemain, dans la crainte de l'expulsion du domicile... du pays.
- Tandis que des citoyen-nes se mobilisent par solidarité et prennent en charge le logement de migrants en déshérence...

- ... *les Administrations, d'abord celle de l'État*, s'accroissent tranquillement d'un désordre social auquel ils ont pourtant charge d'apporter remède.
- ... et monte le rejet des migrants par nombre de nos concitoyens, par ignorance, désinformation, indifférence, discours populiste.

### **TROP, C'EST TROP : c'est inacceptable et nous citoyens-nes ne l'acceptons pas !**

- La législation est incertaine et/ou mal appliquée : au delà de quelques bonnes paroles aux citoyens-nes de notre Collectif « Pour que personne... », le Préfet semble ne maîtriser ni la législation, ni ses Services.
- Les longues files de migrants au petit matin devant la Préfecture sont notre honte de citoyens.
- Les délais de réponse aux demandes d'asile, officiellement de 3 mois, excèdent très fréquemment 18 mois ! Et les dossiers « se perdent » dans le désordre de Services insuffisants ou incompétents.
- On exige des visas pour des personnes déjà en France et qui, le plus souvent, sont dans l'incapacité de payer le déplacement aux services consulaires (à Paris, ou Lyon) pour y parvenir.
- Le désordre administratif est alimenté par la contestation fréquente, sinon systématique, de la validité des pièces justificatives et par la non délivrance de récépissés.
- En cas de rejet de la demande de séjour ou d'asile, certains recours n'ont pas de caractère suspensif, et le nombre de ces "déboutés" du droit de séjour augmente, créant une population en situation de non-droit... dans un Etat de Droit.
- Titulaires ou non d'une autorisation de séjour, nombreux sont ceux qui n'ont pas droit au travail, et sont ainsi condamnés à la marginalité sociale et une dépendance ou misère insupportable.
- Des « OQTF » visent des personnes déjà intégrées en France, souvent de longue date, et notamment des jeunes en pleine construction d'un avenir professionnel utile à notre société et notre pays, en contradiction avec le discours de l'Education Nationale qui insiste sur l'idée que tout jeune ayant commencé ses études puisse les finir.
- Les enfants de maternelle n'ont pas droit à une prise en charge spécifique ; l'Education Nationale estime que le bain de langue seul suffira. Le redoublement étant interdit, ces enfants risquent de se trouver en situation d'échec pour des années.
- Les très lourdes conséquences de parcours d'exil traumatisants dans des situations sanitaires et psychiques catastrophiques, situations qui peuvent se prolonger à l'arrivée en France, lors d'accueils parfois précaires ou sans soins adaptés. L'absence de prise en compte des situations de violence et de discrimination dans le pays d'origine conduit alors au refus de l'asile.

Faut-il rappeler que la République Française est un État de Droit ? C'est à dire que le Droit s'applique à tous et que les représentants de l'État, comme ceux des collectivités locales ont pour mission et pour fonction de l'appliquer et/ou de veiller à son application.

Faut-il rappeler les méfaits causés par les pays occidentaux dans les pays d'où viennent les migrants par le passé (colonisation) comme actuellement (vente d'armes, exploitation de leur richesse, relation et solidarité internationale insuffisantes) ? Et la protection renforcée des frontières inutile et meurtrière ?

*Et nous, citoyens-nes, faisons acte de solidarité : les migrants » sont nos frères humains. Mais nous avons aussi le devoir d'appeler haut et fort les Pouvoirs Publics à faire preuve d'humanité et d'intelligence autant que de rigueur dans l'application de la Loi.*

### **Volet 3 : Propositions pour une politique alternative respectueuse des droits**

Principes : - respect de la Convention Européenne des Droits de l'Homme  
- valoriser la devise : Liberté, Égalité, Fraternité

#### **DROITS DES REFUGIES / MIGRANTS :**

- instaurer la liberté de circulation et d'installation des personnes
- traiter les dossiers (demandes de titre de séjour) en trois mois
- supprimer les incohérences entre les divers textes applicables
- diversifier les possibilités de demande de premier titre de séjour
- régulariser après une période de 8 ou 9 ans de présence
- traiter ensemble les dossiers d'une même famille
- limiter le nombre de pièces justificatives demandées
- instruire les dossiers indépendamment de la nationalité du demandeur
- supprimer l'exigence de timbres fiscaux
- établir des règles claires et pérennes
- augmenter et former correctement les personnels administratifs
- mettre en place un accompagnement personnalisé suffisant
- tolérer des erreurs dues à des différences culturelles
- application de règles communes quelle que soit la nationalité du demandeur
- supprimer le récépissé visiteur pour les demandes de titre de séjour
- rendre aux ministères concernés l'accueil des migrants (Affaires Étrangères, Santé, Emploi, MEN,...)

#### **DROIT AU LOGEMENT :**

- faire respecter le droit à l'hébergement sans condition de titre de séjour
- obliger les communes et les bailleurs sociaux à ouvrir les logements inoccupés
- faire appliquer la loi qui autorise la réquisition des locaux disponibles
- redéfinir le rôle et les missions de la plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile (PADA) pour le logement
- faire appliquer la loi et la circulaire relatives à la résorption des bidonvilles.

#### **DROIT AU TRAVAIL ET A LA FORMATION :**

- systématiser les cours d'alphabétisation et de français
- autoriser le travail dès l'acceptation du dossier de demande de TS
- donner accès aux formations professionnelles
- scolariser les enfants dans des classes correspondant à leur niveau
- former correctement les mineurs non accompagnés (MNA )

- demander à Pôle Emploi d'envoyer un rappel téléphonique pour l'actualisation mensuelle des droits
- ne pas interrompre une formation engagée avant les 18 ans

## **DROIT A LA SANTE :**

- permettre aux étrangers le libre accès aux soins
- faciliter le parcours pour obtenir un titre de séjour pour soins
- nommer un référent par CPAM pour traiter les demandes de couverture de santé
- mettre en place une visite médicale pour les étrangers en situation de vulnérabilité dès leur arrivée sur le territoire
- assurer une meilleure prise en charge par l'augmentation du personnel
- augmenter le nombre d'interprètes
- supprimer la procédure des tests osseux

## **Volet 4 : Construire un nouveau discours**

### **→ L' IMPORTANCE DE LA RENCONTRE pour changer le regard et faire reculer les réflexes de peur :**

Il faut donner à chacun la possibilité de **côtoyer des migrants**, donner l'occasion aux **gens de se rencontrer** (rôle des bénévoles d'associations), organiser des rencontres et échanges (avec des lycéens par exemple).

Plus on est auprès des gens, plus on peut faire changer le regard des autres (Rôle essentiel de l'école, des instituteurs(trices) : ce sont des relais pour les familles et pour nous ; Rôle essentiel de nos manifestations pour faire se **rencontrer les migrants et les habitants** ; C'est l'individu qui fait la différence, avec l'action et la **proximité au niveau local**.)

On ne dira jamais assez l'importance de la **rencontre des citoyens ordinaires et des migrants**, une **vraie rencontre** soit dans le soutien des migrants, soit dans la découverte d'une culture ou d'un savoir faire différent.

"Pour changer le regard, informer, sur le parcours de combattant des demandes d'asile, sur les situations vécues dans les pays ... **Faire se rencontrer les personnes, repas ou fêtes partagées, rencontres sportives, cinéma solidaire....**"

### **→ TEMOIGNER, FAIRE ENTENDRE UN AUTRE DISCOURS :**

Il faut développer l'information sur les migrations, notamment sur les **apports des migrants** en France, accepter l'**immigration comme un point positif**, montrer combien l'**accueil des migrants dynamise le tissu économique et social**, montrer que les **migrations sont vecteurs de paix**.

Les migrations ont un intérêt économique, : les migrants contribuent à notre richesse économique, acceptent des emplois difficilement pourvus, ils paient des cotisations sociales

Les migrants apportent leur richesse culturelle et favorisent le rayonnement international : c'est une contribution majeure pour la francophonie, pour les échanges scientifiques, industriels et commerciaux...

Il faut utiliser tous les moyens possibles (presse, réunions publique, films..) pour faire connaître les **témoignages de personnes migrantes** sur les raisons de leur exil, les itinéraires suivis, le « parcours du combattant » affronté quotidiennement, les **efforts et les succès dans un parcours d'insertion**, l'extraordinaire parcours des enfants scolarisés.

Toutes les **initiatives d'accueil, d'intégration, de vivre ensemble** doivent être **mises en valeur** par tous les moyens actuels de communication.

*Témoignage de médecin :*

*"Et, pour ma part, peut-être témoigner davantage, des trésors de délicatesse et de gratitude dont je suis destinataire toutes les semaines ou presque, de la part de ces gens qui n'ont rien et qui me disent leur reconnaissance pour un simple papier que j'ai signé ou un coup de fil passé car ma position de médecin me permet de le faire."*

#### → LUTTER CONTRE CERTAINS DISCOURS :

- Rétablir la vérité quant au coût des migrants
- contrer les *fake news* au sujet des migrants
- Ne plus établir de distinction entre les migrants, « casser » le stéréotype selon lequel, hormis quelques « vrais » réfugiés politiques, les autres migrants seraient uniquement des gens mal informés, manipulés par des passeurs, pour qui la seule solution serait le retour au pays, dénoncer les amalgames du type "telle nationalité ne vient que pour se livrer à des trafics".
- Faire attention à son vocabulaire, être positif, inciter les politiques, dirigeants, media à faire preuve de prudence et de mesure dans le parler politique.

*Témoignage de médecin :*

*"Bien qu'il y ait de trop nombreux pauvres en France, la France est un pays riche qui peut se donner les moyens de faire plus qu'actuellement pour accueillir plus de réfugiés et les accueillir mieux. Tout en faisant plus pour éradiquer la pauvreté, ce qui éviterait d'opposer entre elles ces deux groupes de démunis ! Cela suppose d'inciter nos Politiques, davantage que nous le faisons, à revoir les choix de recettes et de dépenses de la Nation.*

*Il faut en finir avec la distinction entre demandeurs d'asile qui seraient bien traités et réfugiés ou migrants économiques qu'on n'a pas les moyens d'accepter.*

*On doit faire une place aux réfugiés économiques, fût-ce à travers l'OFPRA / CNDA, dont les missions pourraient être élargies. "*



***Rejeter les migrants, c'est  
refuser l'avenir !***